

**21 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 19;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant que sont ainsi visés les procédures informatiques et administratives mais également les documents administratifs qu'imposent les arrêtés d'exécution du Code, ainsi que l'information des agents;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° administration : la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne;

3° délégués du Ministre : les personnes désignées par le Ministre au sein de l'administration, chargées de vérifier le respect des obligations imposées par le présent arrêté;

**Art. 2.** Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde une prime aux personnes physiques, propriétaires ou copropriétaires d'un logement non améliorable, qui démolissent celui-ci.

Lorsqu'il y a indivision, les copropriétaires désignent l'un d'entre eux ou un tiers en qualité de demandeur pour recevoir la prime par procuration.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le logement à démolir doit être reconnu non améliorable par un délégué du Ministre ou par un arrêté du bourgmestre, en fonction des critères établis en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 14°, du Code wallon du Logement.

§ 2. Les travaux de démolition ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis d'urbanisme requis par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, hormis les cas évoqués à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

**Art. 4.** La prime est égale à 40 % du coût hors T.V.A. des travaux de démolition, attesté par des factures délivrées par des entreprises enregistrées.

La prime ne peut toutefois être supérieure à F 80 000.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La demande de prime est adressée à l'administration, au moyen du formulaire délivré par celle-ci. Elle adresse au demandeur un avis de réception de sa demande dans les quinze jours de la date de cet envoi et, le cas échéant, lui réclame tout document nécessaire pour la compléter.

La date de la demande est celle du cachet de la poste apposé sur le pli contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, sur le pli contenant le ou les derniers documents rendant la demande complète.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande comporte :

1° l'identification précise du logement à démolir;

2° l'extrait du registre de la population établissant la composition de ménage du demandeur;

3° le certificat de l'administration compétente du Ministère des finances précisant l'identité du ou des propriétaires du logement et la nature de leur droit sur celui-ci;

4° le cas échéant, la procuration visée à l'article 2;

5° s'il est fait application de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, une copie de l'arrêté du bourgmestre ordonnant la démolition du logement.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trois mois de la date de l'envoi contenant la demande complète ou, le cas échéant, le ou les derniers documents rendant la demande complète, l'administration informe le demandeur de la recevabilité de sa demande ou des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée.

§ 2. Lorsque les travaux de démolition sont terminés, le demandeur en avise l'administration en produisant une attestation du bourgmestre certifiant que le logement a été démoli complètement et une copie du permis d'urbanisme autorisant la démolition, sauf dans les cas prévus à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. Il y joint les factures relatives aux travaux de démolition ainsi que tous les documents nécessaires à la vérification de sa demande qui lui ont été réclamés par l'administration et qui n'ont pas encore été transmis à celle-ci.

Dans les trois mois de l'envoi de ces documents, l'administration notifie au demandeur sa décision d'octroi précisant le montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée.

**Art. 7.** Le défaut de notification au demandeur dans le délai visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 2, est assimilé à un refus.

Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de rejet ou de l'expiration du délai visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 2, pour introduire, par envoi recommandé adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception de ce recours. A défaut, le recours est accepté.

**Art. 8.** Sous peine de déchéance du droit à la prime, les travaux de démolition :

1° ne peuvent être entrepris avant la délivrance de la notification de recevabilité visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, à l'exception de la démolition ordonnée par un arrêté du bourgmestre reconnaissant que le logement constitue une menace pour la sécurité publique. Dans cette hypothèse, la demande doit être introduite au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté du bourgmestre;

2° doivent être entièrement terminés dans les deux ans de la notification de recevabilité visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>.

L'administration peut proroger ce délai de six mois si elle estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, lui adressée avant l'expiration du délai de deux ans.

**Art. 9.** Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser celle-ci :

1° lorsqu'il s'avère que les conditions d'octroi n'ont pas été respectées;

2° en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir la prime.

Dans le mois de la notification de la décision de recouvrement, le bénéficiaire de la prime peut introduire, par pli recommandé adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception du recours. Le défaut de notification de la décision dans les trois mois est assimilé à un rejet du recours.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'administration, par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 10.** L'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi, pour la Région wallonne, d'avantages à la démolition des habitations insalubres non améliorables est abrogé.

A titre transitoire, les dispositions de cet arrêté restent applicables aux demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999.

**Art. 12.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 516

[C - 99/27108]

**21. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 19;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wohngesetzbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohngesetzbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepaßt werden müssen;

In der Erwägung, daß die Angleichung der verschiedenen Informationssysteme am 1. März 1999 erfolgt sein muß;

In der Erwägung, daß nicht nur die EDV- und Verwaltungsverfahren, sondern auch die durch die Ausführungserlasse des Wohngesetzbuches vorgeschriebenen Verwaltungsunterlagen sowie die Information der Bediensteten dementsprechend anzupassen sind;

In der Erwägung, daß infolgedessen eine dringende Verabschiedung der Ausführungsbestimmungen des Gesetzbuches aus Gründen der Rechtssicherheit und der Kontinuität der Dienste benötigt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Beauftragte des Ministers: die vom Minister innerhalb der Verwaltung bezeichneten Personen, die mit der Überprüfung der Beachtung der durch den vorliegenden Erlaß auferlegten Verpflichtungen beauftragt sind.

**Art. 2** - Unter den in dem vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen gewährt die Region eine Prämie an die natürlichen Personen, die Eigentümer oder Miteigentümer einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung sind, und diese Wohnung abbrechen.

Wenn es sich um eine ungeteilte Rechtsgemeinschaft handelt, bezeichnen die Miteigentümer einen von ihnen oder eine dritte Person als Antragsteller, um die Prämie als Bevollmächtigter zu erhalten.

**Art. 3** - § 1. Die abzubrechende Wohnung muß von einem Beauftragten des Ministers oder durch einen Erlaß des Bürgermeisters nach den in Ausführung von Artikel 1, 14° des Wohngesetzbuches festgelegten Kriterien für nicht verbesserungsfähig erklärt werden.

§ 2. Die Abbrucharbeiten dürfen nicht vor dem Erhalt der durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erforderten Städtebaugenehmigung außer in den in Artikel 8, Absatz 1, 1° erwähnten Fällen angefangen werden.

**Art. 4** - Die Prämie entspricht 40 % des Preises ohne MwSt der Abbrucharbeiten, der durch Rechnungen, die von registrierten Unternehmen ausgestellt sind, bescheinigt wird.

Die Prämie darf 80 000 BEF jedoch nicht überschreiten.

**Art. 5** - § 1. Der Prämienantrag wird bei der Verwaltung anhand des von ihr ausgestellten Formulars gestellt. Die Verwaltung schickt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung seines Antrags innerhalb fünfzehn Tagen nach diesem Versand und verlangt ggf. jegliche zur Ergänzung des Antrags notwendige Unterlage.

Als Datum des Antrags gilt das Datum, an dem der Poststempel auf die Sendung mit den sämtlichen erforderlichen Unterlagen, oder ggf. Mit der bzw. den letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags, aufgedrückt worden ist.

§ 2. Damit der Antrag als vollständig betrachtet werden kann, muß er das Folgende enthalten:

- 1° die genaue Identifizierung der abzubrechenden Wohnung;
- 2° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;
- 3° die Bescheinigung der zuständigen Verwaltung des Finanzministeriums, die die Identität des bzw. der Eigentümer der Wohnung und die Natur ihrer Rechte auf diese Wohnung angibt;
- 4° gegebenenfalls die in Artikel 2 erwähnte Ermächtigung;
- 5° wenn Artikel 8, Absatz 1, 1° angewandt wird, eine Abschrift des Erlasses des Bürgermeisters, der den Abbruch der Wohnung vorschreibt.

**Art. 6** - § 1. Innerhalb drei Monaten nach dem Versand des vollständigen Antrags oder gegebenenfalls nach dem Versand der letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags informiert die Verwaltung den Antragsteller über die Zulässigkeit seines Antrags oder über die Gründe, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.

§ 2. Wenn die Abbrucharbeiten beendet sind, informiert der Antragsteller die Verwaltung darüber, in dem er eine Bescheinigung des Bürgermeisters vorlegt, die bestätigt, daß die Wohnung völlig abgebrochen worden ist, sowie eine Abschrift der Städtebaugenehmigung, die außer in den in Artikel 8, Absatz 1, 1° erwähnten Fällen den Abbruch erlaubt. Er legt die Rechnungen bezüglich der Abbrucharbeiten sowie die gesamten für die Überprüfung seines Antrags notwendigen Unterlagen, die von ihm durch die Verwaltung verlangt aber ihr noch nicht übermittelt worden sind, ebenfalls hinzu.

Innerhalb drei Monaten nach dem Versand dieser Unterlagen informiert die Verwaltung den Antragsteller über ihren Beschluß betreffend die Gewährung der Prämie, in dem der Betrag der ihm auszahlenden Prämie angegeben ist, oder über die Gründe, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.

**Art. 7** - Eine fehlende Notifizierung an den Antragsteller innerhalb der in Artikel 6, § 1 und § 2, Absatz 2 erwähnten Frist gilt als Ablehnung.

Der Antragsteller verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Notifizierung der Ablehnung oder ab dem Ablauf der in Artikel 6, § 1 und § 2, Absatz 2 erwähnten Frist, um per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister zu erheben. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang des Einspruchs. Mangels dessen wird dem Einspruch stattgegeben.

**Art. 8** - Unter Gefahr des Verlusts des Anspruchs auf die Prämie:

- 1° dürfen die Abbrucharbeiten nicht vor dem Erhalt der in Artikel 6, § 1 erwähnten Zulässigkeitsnotifizierung angefangen werden, mit Ausnahme des Abbruchs, der durch einen Erlaß des Bürgermeisters, der feststellt, daß die Wohnung eine Bedrohung für die öffentliche Sicherheit darstellt, vorgeschrieben ist. In diesem Fall muß der Antrag spätestens zwei Monate nach der Notifizierung des Erlasses des Bürgermeisters gestellt werden;
- 2° müssen die Abbrucharbeiten innerhalb zwei Jahren nach der in Artikel 6, § 1 erwähnten Zulässigkeitsnotifizierung völlig beendet sein.

Die Verwaltung ist berechtigt, diese Frist um sechs Monate zu verlängern, wenn sie einen Antrag auf Verlängerung für gerechtfertigt hält, der auf einem fremden Grund mit befreiender Wirkung beruht und bei ihr vor Ablauf der zweijährigen Frist eingereicht worden ist.

**Art. 9** - Der Prämienempfänger muß diese zurückzahlen:

- 1° wenn sich herausgestellt, daß die Gewährungsbedingungen nicht beachtet worden sind;
- 2° wenn eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben worden ist, um die Prämie zu erhalten.

Innerhalb des Monats nach der Notifizierung des Beitreibungsbeschlusses ist der Prämienempfänger berechtigt, per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister zu erheben. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang des Einspruchs.

Bei fehlender Notifizierung innerhalb drei Monaten gilt der Einspruch als zurückgewiesen.

Die Beitreibung erfolgt auf Initiative der Verwaltung durch die Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 10** - Der Königliche Erlaß vom 23. Februar 1977 betreffend die Gewährung für die Wallonische Region von Vorteilen bei dem Abbruch von gesundheitsschädlichen nicht verbesserungsfähigen Wohnungen wird aufgehoben.

Übergangsweise finden die Bestimmungen dieses Erlasses weiterhin Anwendung auf die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 21. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

—  
VERTALING

N. 99 — 516

[C - 99/27108]

**21 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Overwegende dat de aanpassing van de verschillende informatiesystemen per 1 maart 1999 doorgevoerd moet zijn;

Overwegende dat daarmee bedoeld worden de informatica- en bestuursprocedures, maar ook de bij de uitvoeringsbesluiten van de Code opgelegde administratieve documenten, alsmede de voorlichting van de personeelsleden;

Overwegende dat de bepalingen van de Code omwille van de rechtszekerheid en de continuïteit van de diensten bijgevolg dringend aangenomen moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Huisvesting;

2° bestuur : de Afdeling Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° afgevaardigden van de Minister : de door de Minister binnen het bestuur aangewezen personen die moeten toezien op de inachtneming van de bij dit besluit opgelegde verplichtingen.

**Art. 2.** Onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden verleent het Gewest een premie aan de natuurlijke personen, eigenaars of medeëigenaars van een onverbeterbare woning die deze afbreken.

In geval van medeëigendom wijzen de medeëigenaars één van hen of een derde aan tot aanvrager om de premie bij volmacht te ontvangen.

**Art. 3. § 1.** De af te breken woning moet als onverbeterbaar erkend worden door een afgevaardigde van de Minister of bij een besluit van de burgemeester, naar gelang van de criteria die bepaald zijn krachtens artikel 1, 14° van de Waalse Huisvestingscode.

§ 2. De slopingswerken mogen niet aangenomen worden vóór het krijgen van de stedenbouwvergunning die door het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vereist wordt, behalve de in artikel 8, eerste lid, 1°, bedoelde gevallen.

**Art. 4.** De premie is gelijk aan 40 % van de kosten, exclusief BTW, van de slopingswerken, die bewezen worden door facturen gegeven door geregistreerde ondernemingen.

De premie bedraagt echter maximum 80 000 BEF.

**Art. 5. § 1.** De premieaanvraag wordt aan het bestuur gericht door middel van het door het bestuur afgeleverde formulier. Binnen vijftien dagen na verzending ervan zendt het bestuur de aanvrager een ontvangstbericht van zijn aanvraag en, in voorkomend geval, vraagt het hem elk document op dat nuttig is om die aan te vullen.

De datum van de aanvraag is die van de poststempel die voorkomt op de verzending met al de vereiste documenten of, in voorkomend geval, de documenten die de aanvraag aanvullen.

§ 2. Om als volledig beschouwd te worden, bevat de aanvraag :

1° de nauwkeurige identificatie van de af te breken woning;

2° het uittreksel uit het bevolkingsregister ten bewijze van de samenstelling van het gezin van de aanvrager;

3° het getuigschrift van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën waarin de identiteit van de eigenaar(s) van de woning en de aard van hun recht erop staan vermeld;

4° in voorkomend geval de in artikel 2 bedoelde volmacht;

5° als artikel 8, eerste lid, 1°, van toepassing is, een afschrift van het besluit van de burgemeester waarbij de sloping van de woning bevolen wordt.

**Art. 6. § 1.** Binnen drie maanden na verzending van de volledige aanvraag of, in voorkomend geval, van het laatste document of de laatste documenten die de aanvraag aanvullen, geeft het bestuur kennis aan de aanvrager van de ontvankelijkheid van zijn aanvraag of van de redenen waarom deze kennisgeving hem niet afgegeven kan worden.

§ 2. Wanneer de slopingswerken beëindigd zijn, stelt de aanvrager het bestuur in kennis ervan door de overlegging van een getuigschrift van de burgemeester waarbij de volledige sloping van de woning bevestigd wordt en van een afschrift van de stedenbouwvergunning waarbij de sloping toegelaten wordt, behalve in de in artikel 8, eerste lid, 1°, bedoelde gevallen. Hierbij voegt hij alle facturen betreffende de slopingswerken, alsook al de door het bestuur geëiste documenten die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag en die aan dit laatste nog niet gericht zijn.

Binnen drie maanden na verzending van deze documenten geeft het bestuur kennis aan de aanvrager van zijn beslissing tot toekenning met vermelding van het bedrag van de premie die hij zal ontvangen of van de redenen waarom deze kennisgeving hem niet afgegeven kan worden.

**Art. 7.** Het verzuim van kennisgeving aan de aanvrager binnen de in artikel 6, § 1 en § 2, tweede lid, bedoelde termijn wordt met een weigering gelijkgesteld.

De aanvrager beschikt over één maand vanaf de kennisgeving van verwerping of na het verstrijken van de in artikel 6, § 1, en § 2, tweede lid, bedoelde termijn om, bij aangetekend schrijven gericht aan het bestuur, bij de Minister een beroep in te dienen. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van dit beroep. Zo niet wordt het beroep aanvaard.

**Art. 8.** Op straffe van verval van het recht op de premie :

1° mogen de slopingswerken niet aangevat worden vóór de in artikel 6, § 1, bedoelde kennisgeving van ontvankelijkheid, met uitzondering van de sloping die bevolen is bij besluit van de burgemeester waarbij wordt bevestigd dat de woning een bedreiging voor de openbare veiligheid uitmaakt. In dit geval moet de aanvraag uiterlijk twee maanden na kennisgeving van het besluit van de burgemeester ingediend worden;

2° moeten de slopingswerken voleindigd zijn binnen twee jaar na de in artikel 6, § 1, bedoelde kennisgeving van ontvankelijkheid.

Het bestuur kan deze termijn met zes maanden verlengen als het een aanvraag om verlenging gegrond acht, indien die aanvraag gemotiveerd is door onvoorziene omstandigheden of overmacht, en die vóór het verstrijken van de termijn van twee jaar aan het bestuur werd gericht.

**Art. 9.** De begunstigde van de premie moet die terugbetalen :

1° wanneer blijkt dat de toekenningsvoorwaarden niet in acht genomen zijn;

2° in geval van onjuiste of onvolledige verklaring om de premie te verkrijgen.

Binnen de maand van de kennisgeving van de beslissing tot inning kan de begunstigde van de premie bij aangetekend schrijven gericht aan het bestuur bij de Minister een beroep indienen. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Het verzuim van kennisgeving van de beslissing binnen drie maanden wordt met een verwerping van het beroep gelijkgesteld.

De inning wordt op initiatief van het bestuur verricht door de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 10.** Het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de verlening voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de sloping van onverbeterbare ongezonde woningen, wordt opgeheven.

Bij wijze van overgang blijven de bepalingen van dat besluit van toepassing op de aanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediend zijn.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

**Art. 12.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX



**21 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 20;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mai 1998;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 12 juin 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 16 juin 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;

3° entrepreneur enregistré du secteur de la construction : celui qui, à la date du devis, de la commande ou de la facturation des travaux :